

wijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt gewijzigd als volgt :

« Schaal klasse 20 jaar ».

015  
522 956 — 760 925  
3/1 × 10 423  
12/2 × 17 225

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde personeelsleden genieten een compensatietoelage buiten de weddeschaal, gelijk aan het verschil tussen de hun van 1 januari 1993 tot 31 december 1994 toegekende wedde en de wedde dat zij zouden genoten hebben als artikel 1 op hen toepasselijk was geweest in die periode. Die toelage wordt hun voor de helft uitbetaald in het 1e halfjaar 1995 en voor de andere helft in het 2e halfjaar 1995.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1995.

**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Onderwijs,  
Ph. MAHOUX

[S-C — 29136]

F. 95 — 660

**16 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant certaines dispositions réglementaires en matière de titres et de fonctions**  
Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 18 juillet 1994;

Vu le protocole de négociation en date du 15 septembre 1994 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, 2e section, réunis conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions modificatives**

**Article 1er.** A l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 22 et 31 juillet 1969, 7 mars 1971 et 1er août 1984 et par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le C, a, est complété par la disposition suivante :

« 11. accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance ».

2<sup>o</sup> le D, a, est complété par la disposition suivante :

« 13. accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance ».

3<sup>o</sup> le Dbis est remplacé par la disposition suivante :

« Dbis. Dans l'enseignement secondaire, les fonctions suivantes de recrutement :

1. professeur de langues anciennes;

2. coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance. »

**Art. 2.** L'article 8 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux du 22 mai 1970 et du 21 octobre 1980 et par les arrêtés de l'Exécutif du 1er août 1989 et du 24 août 1992, est complété par la disposition suivante :

« 20. accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance :

a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

c) le diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

d) le diplôme d'instituteur primaire complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

e) tout autre titre du niveau supérieur du troisième, du deuxième ou du premier degrés, complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement et le certificat d'aptitudes pédagogiques;

ou

f) le diplôme d'assistant social complété par trois années d'expérience utile

ou

g) le diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs complété par trois années d'expérience utile et six années d'ancienneté de service dans l'enseignement et le certificat d'aptitudes pédagogiques ».

**Art. 3.** L'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 22 mai 1970 et du 21 octobre 1980 et par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 est complété par la disposition suivante :

« 22. accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance :

a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

c) le diplôme d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

d) le diplôme d'instituteur primaire complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

e) tout autre titre du niveau supérieur du troisième, du deuxième ou du premier degrés, complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement et le certificat d'aptitudes pédagogiques;

ou

f) le diplôme d'assistant social complété par trois années d'expérience utile ».

**Art. 4.** L'article 9bis du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« Les titres requis pour la fonction de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance sont les suivants :

a) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement;

ou

c) tout autre titre du niveau supérieur du troisième, du deuxième ou du premier degrés, complété par trois années d'ancienneté de service dans l'enseignement et le certificat d'aptitudes pédagogiques. »

**Art. 5.** A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots « à l'article 8, lettres 11, 12, 13, 14 et 17, » sont remplacés par les mots « à l'article 8, lettres 11, 12, 13, 14, 17 et 20, g »;

2° un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré après le deuxième alinéa :

« L'expérience utile visée à l'article 8, lettre 20, f, et à l'article 9, lettre 22, f, est constituée par le temps passé dans l'enseignement ou par le temps passé dans une profession à laquelle donne accès le titre d'assistant social. »

**Art. 6.** Il est inséré un article 12bis dans le même arrêté, rédigé comme suit :

« Article 12bis. L'ancienneté de service visée aux articles 8, lettre 20, g, lettre 22, et 9bis, alinéa 2, est calculée conformément à l'article 85, a, b, c, d, e et f de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité. »

**Art. 7.** A l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, modifié par l'arrêté royal du 23 novembre 1970, par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 et par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au littéra « C. Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur », la colonne centrale est complétée :
- a) en regard de « Chef d'atelier », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré inférieur »;
  - b) en regard de sous-directeur ou proviseur chargé principalement de l'animation pédagogique du premier degré, par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré inférieur »;
- 2° au même littéra, la colonne de droite est complétée en regard des mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré inférieur » par les mots « Un des titres requis pour les fonctions de professeur de morale, de cours généraux, de cours spéciaux, de cours technique ou de cours de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire inférieur ».
- 3° au littéra « D. Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur », la colonne centrale est complétée :
- a) en regard de « Chef d'atelier », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur »;
  - b) en regard de « Proviseur d'athénée royal ou d'un lycée royal », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur »;
  - c) en regard de « Sous-directeur », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur »;
- 4° au même littéra, la colonne de droite est complétée en regard des mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur » par les mots « Un des titres requis pour les fonctions de professeur de morale, de cours généraux, de cours spéciaux, de cours technique ou de cours de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire supérieur ».

**Art. 8.** A l'article 1er de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 24 août 1992 et par l'arrêté du Gouvernement du 4 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au littéra « C. Dans l'enseignement secondaire du degré inférieur », la colonne centrale est complétée :
- a) en regard de « Chef de travaux d'atelier », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré inférieur »;
  - b) en regard de « Directeur », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré inférieur »;
- 2° au littéra « D. Dans l'enseignement secondaire du degré supérieur », la colonne centrale est complétée :
- a) en regard de « Chef de travaux d'atelier », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur »;
  - b) en regard de « Préfet des études d'un athénée royal ou d'un lycée royal » par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur ».
  - c) en regard de « Directeur », par les mots « Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance, accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré supérieur ».

**Art. 9.** L'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat ainsi que le tableau y annexé est modifié comme suit :

- 1° le chapitre C. « Du personnel directeur et enseignant du degré inférieur » est complété par la disposition suivante :
- « Accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance :
    - a) porteur du titre requis : 216
    - b) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur : 206/3
    - c) porteur d'autres titres : 206/2 »
- 2° le chapitre D. « Du personnel directeur et enseignant du degré supérieur » est complété par la disposition suivante :
- « Accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance :
    - a) porteur du titre requis : 245
    - b) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur : 206/3
    - c) porteur d'autres titres : 206/2 »
- 3° il est inséré un Chapitre Dbis rédigé comme suit :
- « Chapitre Dbis. Du personnel enseignant de l'enseignement secondaire
1. Professeur de langues anciennes, porteur du titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur : 415
  2. Coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance,
- a) porteur du titre requis avec pour diplôme de base un titre de l'enseignement supérieur du troisième degré : 415
  - b) porteur du titre requis avec pour diplôme de base un diplôme d'ingénieur technicien : 340
  - c) porteur d'un autre titre requis : 245
  - d) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur : 206/3
  - e) porteur d'autres titres : 206/2 ».

## CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

Art. 10. Par dérogation à l'article 45 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internes de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 10 juin 1993, tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de la catégorie du personnel directeur et enseignant ou qui remplit les conditions fixées à l'article 31, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, du même arrêté peut être nommé le 1<sup>er</sup> septembre 1995 :

1<sup>o</sup> à la fonction de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance s'il remplit les quatre conditions suivantes :

— compter au moins, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1995, 300 jours d'ancienneté de service dans cette fonction pendant les années scolaires 1992-1993, 1993-1994, et 1994-1995;

— compter au moins, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1995, 600 jours d'ancienneté de service dans la fonction de coordonnateur ou dans celle d'accompagnateur ou dans l'une et l'autre;

— compter au moins 3 années d'ancienneté de service à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1995;

— ne pas avoir fait l'objet pendant les années scolaires 1992-1993, 1993-1994, et, pendant l'année scolaire 1994-1995, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 d'un rapport défavorable du chef d'établissement ou de l'inspection compétente;

— introduire sa candidature dans la forme et le délai fixe pour l'appel aux candidats.

2<sup>o</sup> à la fonction d'accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance s'il remplit les quatre conditions suivantes :

— compter au moins, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1995, 600 jours d'ancienneté de service dans la fonction de coordonnateur ou dans celle d'accompagnateur ou dans l'une et l'autre;

— compter au moins 3 années d'ancienneté de service à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1995;

— ne pas avoir fait l'objet pendant les années scolaires 1992-1993, 1993-1994, et, pendant l'année scolaire 1994-1995, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1995 d'un rapport défavorable du chef d'établissement ou de l'inspection compétente;

— introduire sa candidature dans la forme et le délai fixé pour l'appel aux candidats.

L'ancienneté visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est calculée conformément aux dispositions de l'article 85, a, b, c, d, e et f, du même arrêté.

Par centre d'éducation et de formation en alternance, un seul membre du personnel peut être nommé à la fonction de coordonnateur conformément au présent article. Il est tenu d'exercer des prestations complètes.

Si plusieurs candidats réunissent les conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est nommé prioritairement à la fonction de coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance celui qui y était en service à la date de l'appel aux candidats. Le cas échéant, s'il y a plus de candidats réunissant cette dernière condition que de charges vacantes, les candidats bénéficient d'une nomination dans l'ordre de leur ancienneté de service, calculée conformément à l'alinéa 2.

Par centre d'éducation et de formation en alternance, peuvent être nommés à la fonction d'accompagnateurs dans un centre d'éducation et de formation en alternance au degré inférieur ou au degré supérieur autant de membres du personnel qu'il y a de charges complètes d'accompagnateur dans ce centre au 1<sup>er</sup> septembre 1995.

Si plusieurs candidats réunissent les conditions fixées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont nommés prioritairement à la fonction d'accompagnateur dans un centre d'éducation et de formation en alternance ceux qui y étaient en service à la date de l'appel aux candidats. Le cas échéant, s'il y a plus de candidats réunissant cette dernière condition que de charges vacantes, les candidats bénéficient d'une nomination dans l'ordre de leur ancienneté de service, calculée conformément à l'alinéa 2.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Art. 12. Le Ministre qui a le statut du personnel de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation,

Ph. MAHOX

VERTALING

N. 95 — 680

[S-C — 29136]

16 JANUARI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van bepaalde reglementsbepalingen inzake bekwaamheidsbewijzen en ambten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1984 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 2 oktober 1988 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel, het psychologisch personeel, het sociaal personeel van het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevoorordersambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, d.d. 18 juli 1994;

Gelet op het protocol van 15 september 1994 van Sectorcomité IX en van het comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling, in gemeenschappelijke vergadering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit:

#### HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel 6 van voormeld koninklijk besluit van 2 oktober 1968, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 en 31 juli 1969, 7 maart 1971 en 1 augustus 1984 en bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1992, wordt gewijzigd als volgt:

1. C, a, wordt aangevuld met:

« 11. begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding »;

2. D, a, wordt aangevuld met:

« 13. begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding »;

3. Dbis wordt vervangen als volgt:

« Dbis. In het secundair onderwijs, onderstaande wervingsambten:

1. leraar oude talen;

2. coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding. »

Art. 2. Artikel 8 van voormeld koninklijk besluit van 22 april 1969, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 22 mei 1970 en 21 oktober 1980 en bij besluiten van de Executieve d.d. 1 augustus 1989 en 24 augustus 1992, wordt aangevuld met:

« 20. begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding:

a) het diploma van geaggregeerde voor lager secundair onderwijs, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs

of

b) het diploma van geaggregeerde voor hoger secundair onderwijs, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs

of

c) het diploma van opvoeder uitgereikt door een instelling voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of na een afdeling « gespecialiseerde opvoeders », georganiseerd door het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

d) het diploma van onderwijzer, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

e) elk ander bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 3e, 2e of 1e graad, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs, en het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid;

of

f) het diploma van maatschappelijk assistent, met 3 jaar nuttige ervaring;

of

g) het diploma van een hoger secundaire technische school of leergang, met 3 jaar nuttige ervaring en 6 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs, en het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid ».

Art. 3. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met:

« 22. begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding:

a) het diploma van geaggregeerde voor lager secundair onderwijs, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

b) het diploma van geaggregeerde voor hoger secundair onderwijs, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

c) het diploma van opvoeder uitgereikt door een instelling voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of na een afdeling « gespecialiseerde opvoeders », georganiseerd door het pedagogisch of sociaal hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

d) het diploma van onderwijzer, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

e) elk ander bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 3e, 2e of 1e graad, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs, en het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid;

of

f) het diploma van maatschappelijk assistent, met 3 jaar nuttige ervaring. »

**Art. 4.** Artikel 9bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992 wordt aangevuld met :

« De vereiste bekwaamheidsbewijzen voor de functie van coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding zijn :

a) het diploma van geaggregeerde voor lager secundair onderwijs, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

b) het diploma van geaggregeerde voor hoger secundair onderwijs, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs;

of

c) elk ander bekwaamheidsbewijs van het hoger niveau van de 3e, 2e of 1e graad, met 3 jaar dienstanciënniteit in het onderwijs, en het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid. »

**Art. 5.** Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992, wordt gewijzigd als volgt :

1. in lid 1 wordt « in artikel 8, punten 11, 12, 13, 14 en 17 » vervangen door « in artikel 8, punten 11, 12, 13, 14, 17 en 20, g »;

2. onderstaand lid wordt na lid 2 ingevoegd :

« De nuttige ervaring bedoeld in artikel 8, punt 20, f en in artikel 9, punt 22, f, is de tijd doorgebracht in het onderwijs of in een beroep waartoe de titel van maatschappelijk assistent toegang verleent ».

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt onderstaand artikel 12bis ingevoegd :

« Artikel 12bis. De dienstanciënniteit bedoeld in artikel 8, punt 20, artikel 9, punt 22, en artikel 9bis, 2e lid, wordt berekend overeenkomstig artikel 85, a t/m f, van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969.

**Art. 7.** Artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 22 juli 1969 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 1970, het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992 en het besluit van de Regering van 4 juli 1994, wordt gewijzigd als volgt :

1. in « C. In het secundair onderwijs van de lagere graad », wordt de middelste kolom aangevuld met :

a) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de lagere graad », naast « werkmeester »;

b) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de lagere graad », naast « onderdirecteur of provisor, vooral belast met de pedagogische leiding in de 1e graad »;

2. in dezelfde littera wordt de rechter kolom naast « coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de lagere graad », aangevuld met « Eén van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de ambten van leraar zedenleer, algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken of beroepspraktijk in het lager secundair onderwijs. »;

3. in « D. In het secundair onderwijs van de hogere graad », wordt de middelste kolom aangevuld met :

a) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad », naast « werkmeester »;

b) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad », naast « provisor in een koninklijk atheneum of lyceum »;

c) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad », naast « onderdirecteur »;

4. in dezelfde littera wordt de rechterkolom aangevuld, naast « coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad » met « Eén van de bekwaamheidsbewijzen vereist voor de ambten van leraar zedenleer, algemene vakken, bijzondere vakken, technische vakken of beroepspraktijk in het hoger secundair onderwijs ».

**Art. 8.** Artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 31 juli 1969 gewijzigd bij het besluit van de Executieve d.d. 24 augustus 1992 en het besluit van de Regering van 4 juli 1994, wordt gewijzigd als volgt :

1. in « C. In het secundair onderwijs van de lagere graad », wordt de middelste kolom aangevuld met :

a) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de lagere graad », naast « werkplaatsleider »;

b) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de lagere graad », naast « directeur »;

2. in « D. In het secundair onderwijs van de hogere graad », wordt de middelste kolom aangevuld met :

a) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad », naast « werkplaatsleider »;

b) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad », naast « studieprefect van een koninklijk atheneum of lyceum »;

c) « Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding in de hogere graad » naast « directeur ».

**Art. 9.** Voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974 en de bijgaande tabel worden gewijzigd als volgt :

1. Hoofdstuk C. « Bestuurs- en onderwijzend personeel in de lagere graad » wordt aangevuld met « Begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, houder » :

a) van het vereist bekwaamheidsbewijs : 216;

b) van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau : 206/3;

c) van andere bekwaamheidsbewijzen : 206/2. »

2. Hoofdstuk D. « Bestuurs- en onderwijzend personeel in de hogere graad » wordt aangevuld met :

« Begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, houder :

a) van het vereist bekwaamheidsbewijs : 245;

b) van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau : 206/3;

c) van andere bekwaamheidsbewijzen : 206/2. »

3. Onderstaand hoofdstuk *Dbis* wordt ingevoegd :

\* Hoofdstuk *Dbis*. Onderwijzend personeel in het secundair onderwijs \* :

1. Leraar oude talen, geaggregeerde Hoger Secundair Onderwijs : 415;
2. Coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding, houder :
  - a) van het vereist bekwaamheidsbewijs, met een basisdiploma hoger onderwijs van de 3e graad : 415;
  - b) van het vereist bekwaamheidsbewijs met een basisdiploma van technisch ingenieur : 340;
  - c) van een ander vereist bekwaamheidsbewijs : 245;
  - d) van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundair niveau : 206/3;
  - e) van andere bekwaamheidsbewijzen : 206/2. \*

#### HOOFDSTUK II. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 10.** In afwijking van artikel 45 van voormeld koninklijk besluit van 22 maart 1969, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 10 juni 1993, kan elk personeelslid, vast benoemd in een ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel of dat voldoet aan de vereisten van artikel 31, 1, 2, 3, 4, 6, 7 van dat besluit, op 1 september 1995 benoemd worden :

1<sup>o</sup> als coördinator van een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding als hij aan vier voorwaarden voldoet :

- op 1 januari 1995 ten minste 300 dagen dienstanciënniteit tellen in dat ambt tijdens de schooljaren 1992-1993, 1993-1994 en 1994-1995;
- op dezelfde datum ten minste 600 dagen dienstanciënniteit tellen als coördinator en/of begeleider;
- ten minste 3 jaar dienstanciënniteit tellen op 1 januari 1995;
- in de schooljaren 1992-1993, 1993-1994 en vóór 1 januari 1995 tijdens het schooljaar 1994-1995, geen ongunstig verslag gekregen hebben van het inrichtingshoofd of van de bevoegde inspectie;
- zijn kandidatuur indienen in de vorm en de termijn, bepaald in de oproep tot de kandidaten;

2<sup>o</sup> als begeleider in een centrum voor alternerende opvoeding en opleiding als hij aan vier voorwaarden voldoet :

- op 1 januari 1995 ten minste 600 dagen dienstanciënniteit tellen als coördinator en/of begeleider;
- ten minste 3 jaar dienstanciënniteit tellen op 1 januari 1995;
- in de schooljaren 1992-1993, 1993-1994 en vóór 1 januari 1995 tijdens het schooljaar 1994-1995, geen ongunstig verslag gekregen hebben van het inrichtingshoofd of van de bevoegde inspectie;
- zijn kandidatuur indienen in de vorm en de termijn, bepaald in de oproep tot de kandidaten.

De in het 1e lid bedoelde anciënniteit wordt berekend overeenkomstig artikel 85, a t/m f, van hetzelfde besluit.

In elk centrum voor alternerende opvoeding en opleiding kan één personeelslid benoemd worden tot coördinator overeenkomstig dit artikel. Hij moet volledige prestaties verstrekken.

Als verschillende kandidaten voldoen aan de vereisten van lid 1, dan wordt hij die in het centrum in dienst was bij de oproep tot de kandidaten, prioritair benoemd tot coördinator van het centrum voor alternerende opvoeding en opleiding. Mochten er meer kandidaten zijn, die aan die laatste vereiste voldoen, dan er betrekkingen vacant zijn, dan worden ze benoemd in de volgorde van hun dienstanciënniteit, berekend overeenkomstig lid 2.

In elk centrum voor alternerende opvoeding en opleiding kunnen zoveel personeelsleden benoemd worden tot begeleider in de lagere of hogere graad als er volledige betrekkingen van begeleider in het centrum zijn op 1 september 1995.

Als verschillende kandidaten voldoen aan de vereisten van lid 1, dan worden zij die in het centrum in dienst waren bij de oproep tot de kandidaten, prioritair benoemd tot begeleider in het centrum voor alternerende opvoeding en opleiding. Mochten er meer kandidaten zijn, die aan die laatste vereiste voldoen, dan er betrekkingen vacant zijn, dan worden ze benoemd in de volgorde van hun dienstanciënniteit, berekend overeenkomstig lid 2.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1995.

**Art. 12.** De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut der personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,  
Ph. MAHOUX

F. 95 — 661

**2 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant règlement pour la nomination à chacun des grades de niveau 1 du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 74;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, notamment l'article 35, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969, 12 août 1981, 28 octobre 1988 et 14 novembre 1994, l'article 64, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969 et l'article 66, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 31 mai 1988;